Bâtir l'Ouest de demain

Un plan pour la prospérité économique régionale

OCTOBRE 2001

CANADA WEST FOUNDATION

104-06945/

Le projet *Bâtir l'Ouest de demain* et les travaux de recherche à l'appui ont été rendus possibles grâce à la généreuse **contribution financière** du gouvernement du Canada (Diversification de l'économie de l'Ouest et Bureau du Conseil privé), de Kahanoff Foundation, de la Fondation canadienne Donner, des gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de la Saskatchewan et de la ville de Winnipeg. Canada West Foundation remercie également les nombreuses sociétés qui ont parrainé le projet, y compris Air Canada, Alberta Energy Company Ltd., ATCO Limited, Canadian Hunter Exploration Ltd., Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, Edco Financial Holdings Ltd., Entreprises Bell Canada, la Fondation du Groupe financier Banque Royale, Lincoln-McKay Development Company Ltd., NOVA Chemicals Corporation, PanCanadian Petroleum Limited, Petro-Canada Inc., SaskTel, SC Infrastructure, Suncor Energy Foundation, Syncrude Canada Ltd., et The Westaim Corporation. Les opinions exprimées dans le présent document ne sont pas nécessairement partagées, en totalité ou en partie, par nos parrains.

L'équipe du projet *Bâtir l'Ouest de demain* comprend Roger Gibbins, D. Ph. (président et chef de la direction), Robert Roach (analyste principal de la politique), Loleen Berdahl, D. Ph. (directrice de la recherche), Susan McFarlane (analyste principale de la politique), Gladys Wonnick (adjointe de direction), Lori Zaremba (directrice des finances), David Bond, D. Ph. (chargé de recherche principal), Jason Azmier (analyste principal de la politique), Darlene McBeth (adjointe administrative) et Sophie Sapergia (stagiaire).

Pendant toute la durée du projet, des conseils ont été fournis par un **groupe de travail,** composé des personnes suivantes : Raymond Blake (Saskatchewan Institute of Public Policy), Wayne Brownlee (Potash Corporation of Saskatchewan), Jim Carr (Business Council of Manitoba), John Courtney (Université de la Saskatchewan), Jim Edwards (Economic Development Edmonton), Jim Eldridge (gouvernement du Manitoba), Herb Emery (Université de Calgary), Jock Finlayson (Business Council of British Columbia), Neil McMillan (Claude Resources), Alex McPherson (Biomira Inc.), Dennis Mulvihill (RBC Dominion valeurs mobilières), Sue Olsen (Metis Nation of Alberta), Barry Prentice (Transport Institute, Université du Manitoba), Brant Popp (Diversification de l'économie de l'Ouest) et Norman Spector (Globe and Mail). Les opinions exprimées dans le présent document ne sont pas nécessairement partagées, en totalité ou en partie, par les membres du groupe de travail ou les organisations qu'ils représentent.

Ce rapport a été préparé par Roger Gibbins, D. Ph., avec l'aide de Loleen Berdahl, D. Ph. et de Robert Roach.

ISBN 1-895992-07-9

© 2001 Canada West Foundation

Imprimé à Calgary (Alberta) Canada

Photo en couverture : Construction du pont du CPR franchissant la rivière Oldman à Lethbridge. Photo utilisée avec la gracieuse permission du musée et des archives Sir Alexander Gait.

INTRODUCTION

Les Canadiens de l'Ouest assistent à un point tournant dans leur région et à l'échelle mondiale. D'une part, la région de l'Ouest se redéfinit en fonction de l'urbanisation, de l'évolution démographique, de la complexité sociale accrue et des changements technologiques. D'autre part, l'économie mondiale facilite les échanges, mais elle suscite également une concurrence plus vive. L'intersection des transformations d'ici et d'ailleurs se trame sur une toile complexe d'enjeux et de possibilités. Le moment est venu pour les gouvernements, les secteurs à but lucratif et sans but lucratif et les particuliers à l'échelle de la région de l'Ouest *de prendre des mesures réfléchies*.

Les choix faits aujourd'hui auront des incidences décisives sur la prospérité de l'Ouest pendant de nombreuses générations. Cette réalité a incité Canada West Foundation à mettre en œuvre le projet *Bâtir l'Ouest de demain* en septembre 2000. Il s'agit d'un projet de recherche et de consultation publique pluriannuel ayant pour but d'étudier le positionnement stratégique de l'Ouest canadien au sein de l'économie mondiale. Le projet servira de catalyseur à un débat public informé au sujet de l'avenir de l'Ouest canadien.

Le projet Bâtir l'Ouest de demain porte sur la prospérité économique à long terme des quatre provinces de l'Ouest : Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan et Manitoba.

Le projet a été entrepris pour une raison bien claire : des régions solides rendent le Canada solide. Ainsi, la prospérité de l'Ouest est avantageuse non seulement pour les Canadiens de l'Ouest, mais aussi pour tous les Canadiens. Le projet a pour objectif de définir les facteurs déterminants de la prospérité économique régionale à long terme *dans le cadre* des possibilités que présentent la collectivité nationale et l'économie mondiale.

Ce rapport se fonde sur les travaux de recherche et les consultations d'une année complète, et représente l'intensification des efforts de Canada West Foundation en vue d'aider à assurer la prospérité à long terme des Canadiens de l'Ouest. Cinq priorités essentielles ont été cernées pour l'Ouest ont été cernées, et elles servent à orienter les travaux de recherche ciblée, un débat cohérent et des mesures décisives.

Au cours des trois prochaines années, Canada West Foundation consacrera des efforts considérables pour étudier ces secteurs prioritaires et favoriser un débat informé à ce titre. Nous invitons les gouvernements, entreprises, organismes de recherche et particuliers à ce joindre à cette initiative.

" Le choix du moment pour le projet Bâtir l'Ouest de demain de Canada West Foundation est très pertinent. Il est important de considérer l'Ouest dans son ensemble, plutôt que chaque province isolément. "

– L'hon. Peter Lougheed à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

BÂTIR L'OUEST DE DEMAIN TRAVAUX RÉALISÉS JUSQU'À MAINTENANT

Le rapport intitulé State of the West, *publié en avril 2001, fournit une analyse détaillée des tendances démographiques et économiques dans l'Ouest canadien, des comparaisons avec les tendances nationales, et les variations entre les provinces de l'Ouest.*

Le 28 avril 2001, le conseil de Canada West Foundation a été l'hôte de plus de 60 leaders communautaires à l'occasion de la table-ronde des artisans de l'Ouest de demain sur les aspirations et objectifs régionaux en matière de politique. La rencontre a eu lieu à Calgary sous la présidence de l'honorable Peter Lougheed (ancien Premier ministre de l'Alberta) et avec la participation de l'honorable Allan Blakeney (ancien Premier ministre de la Saskatchewan), de l'honorable Gary Filmon (ancien Premier ministre du Manitoba), de l'honorable Michael Harcourt (ancien Premier ministre de la Colombie-Britannique) et de Preston Manning (ancien chef de l'opposition officielle).

En mai 2001, des consultations provinciales ont eu lieu à Edmonton, Saskatoon, Vancouver et Winnipeg. Les consultations ont rassemblé plus de 250 leaders communautaires des quatre provinces, à qui ont a demandé de se reporter en 2020, et de songer aux facteurs et conditions essentiels à prospérité dans le contexte d'un climat mondial turbulent.

Le sondage Looking West, *publié juin 2001, présente les résultats d'une enquête réalisée en 2001 auprès de 3 256 répondants dans l'Ouest canadien. Il fournit un compte rendu régional et provincial exhaustif des identités politiques, préférences en matière de politique et perceptions du système fédéral.*

Le projet bénéficie des conseils d'un groupe de travail composé de 15 analystes de politique, professeurs d'université, leaders des milieux d'affaires et fonctionnaires de premier plan représentant la région de l'Ouest.

EN FAVEUR D'UNE **PERSPECTIVE DE L'OUEST**

Il est essentiel de souligner que le projet *Bâtir l'Ouest de demain* est axé sur la politique régionale. En effet, l'un de ses objectifs est d'examiner les questions de politique qui dépassent le mandat individuel des gouvernements provinciaux et, ce faisant, de combler l'écart régional sur le plan du débat d'orientation et de la recherche. De nombreuses questions exigent une approche qui va au-delà de la capacité des gouvernements fédéral ou provinciaux d'agir seuls. Le projet *Bâtir l'Ouest de demain* est donc conçu en vue de créer un cadre de politique régional pouvant abriter une planification stratégique de caractère sectoriel.

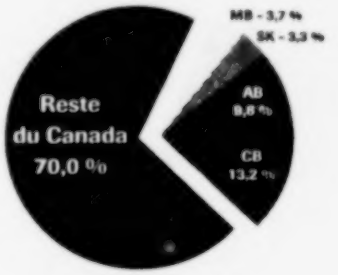
Pourquoi les Canadiens de l'Ouest devraient-ils collaborer? La réponse est simple : car c'est à leur avantage. En adoptant une perspective régionale et agissant de concert plutôt que séparément, les quatre provinces peuvent accroître leur efficacité et stimuler leur croissance économique. On peut alors poser la question suivante : « Pourquoi ne pas adopter une perspective nationale et encourager la coopération à l'échelle du Canada? » Le Canada est tout simplement trop grand et diversifié pour permettre de collaborer et coordonner efficacement toutes les questions. Les régions constituent souvent, mais pas toujours, des unités plus faciles à gérer, tant sur le plan de l'analyse que des mesures pratiques. Ceci dit, il faut souligner que la coopération régionale n'est pas bien inspirée dans tous les cas. Il faut non seulement s'attendre à des différences provinciales, mais les encourager, car le fédéralisme présente l'avantage de permettre les essais en matière de politique et une concurrence saine entre les autorités compétentes.

Avantages de la coopération régionale

La raison principale pour laquelle les quatre provinces de l'Ouest devraient collaborer en tant que région est la suivante : elles font face à des défis communs qui exigent une certaine coopération régionale pour être relevés avec succès. Par exemple, le réseau de transport qui livre les marchandises de l'Ouest canadien aux marchés mondiaux traverse les frontières provinciales. Par conséquent, les quatre provinces doivent unir leurs efforts pour créer un réseau efficace.

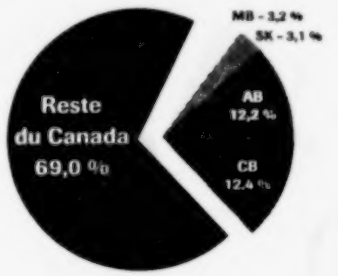
La coopération semble également logique dans l'Ouest car l'union fait la force. La population de l'Ouest dépasse neuf millions, soit environ 30 % de la population canadienne. Individuellement, les provinces de l'Ouest pèsent moins dans la balance du système national. Troisième plus grande province du pays, la Colombie-Britannique représente seulement 13 % de la population nationale, soit beaucoup moins que l'Ontario (38 %) et le Québec (24 %). L'Alberta ne représente que 10 % de la population nationale et la Saskatchewan et le Manitoba, moins de 4 % chacune. L'Ouest se fait mieux entendre et exerce une plus grande influence lorsque les quatre provinces s'unissent pour faire valoir leurs intérêts communs.

Répartition de la population du Canada (2000)



Source : Statistique Canada

Répartition du PIB du Canada (1999)



Source : Statistique Canada

EN FAVEUR D'UNE **PERSPECTIVE DE L'OUEST**

Il est essentiel de souligner que le projet *Bâtir l'Ouest de demain* est axé sur la politique régionale. En effet, l'un de ses objectifs est d'examiner les questions de politique qui dépassent le mandat individuel des gouvernements provinciaux et, ce faisant, de combler l'écart régional sur le plan du débat d'orientation et de la recherche. De nombreuses questions exigent une approche qui va au-delà de la capacité des gouvernements fédéral ou provinciaux d'agir seuls. Le projet *Bâtir l'Ouest de demain* est donc conçu en vue de créer un cadre de politique régional pouvant abriter une planification stratégique de caractère sectoriel.

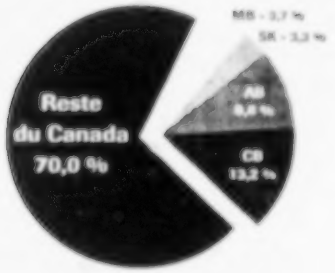
Pourquoi les Canadiens de l'Ouest devraient-ils collaborer? La réponse est simple : car c'est à leur avantage. En adoptant une perspective régionale et agissant de concert plutôt que séparément, les quatre provinces peuvent accroître leur efficacité et stimuler leur croissance économique. On peut alors poser la question suivante : « Pourquoi ne pas adopter une perspective nationale et encourager la coopération à l'échelle du Canada? » Le Canada est tout simplement trop grand et diversifié pour permettre de collaborer et coordonner efficacement toutes les questions. Les régions constituent souvent, mais pas toujours, des unités plus faciles à gérer, tant sur le plan de l'analyse que des mesures pratiques. Ceci dit, il faut souligner que la coopération régionale n'est pas bien inspirée dans tous les cas. Il faut non seulement s'attendre à des différences provinciales, mais les encourager, car le fédéralisme présente l'avantage de permettre les essais en matière de politique et une concurrence saine entre les autorités compétentes.

Avantages de la coopération régionale

La raison principale pour laquelle les quatre provinces de l'Ouest devraient collaborer en tant que région est la suivante : elles font face à des défis communs qui exigent une certaine coopération régionale pour être relevés avec succès. Par exemple, le réseau de transport qui livre les marchandises de l'Ouest canadien aux marchés mondiaux traverse les frontières provinciales. Par conséquent, les quatre provinces doivent unir leurs efforts pour créer un réseau efficace.

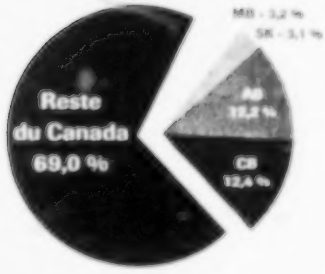
La coopération semble également logique dans l'Ouest car l'union fait la force. La population de l'Ouest dépasse neuf millions, soit environ 30 % de la population canadienne. Individuellement, les provinces de l'Ouest pèsent moins dans la balance du système national. Troisième plus grande province du pays, la Colombie-Britannique représente seulement 13 % de la population nationale, soit beaucoup moins que l'Ontario (38 %) et le Québec (24 %). L'Alberta ne représente que 10 % de la population nationale et la Saskatchewan et le Manitoba, moins de 4 % chacune. L'Ouest se fait mieux entendre et exerce une plus grande influence lorsque les quatre provinces s'unissent pour faire valoir leurs intérêts communs.

Répartition de la population du Canada (2000)



Source : Statistique Canada

Répartition du PIB du Canada (1999)



Source : Statistique Canada

Cette approche est encore plus valable quand on envisage l'Ouest canadien dans un contexte mondial. Individuellement, les provinces de l'Ouest sont des intervenants bien peu importants à l'échelle mondiale. Il est relativement difficile pour une province d'un million de personnes telle que la Saskatchewan ou le Manitoba, ou même pour une province de quatre millions telle que la Colombie-Britannique, de trouver les ressources, les connaissances et le capital nécessaires pour être concurrentielle sur la scène mondiale. Bien que la population combinée des provinces de l'Ouest soit encore assez modeste (semblable à celle de la ville de New York), une approche régionale à l'égard d'un certain nombre de questions rehaussera le caractère concurrentiel de la région et des provinces qu'elle comprend.

Avantages de l'analyse régionale

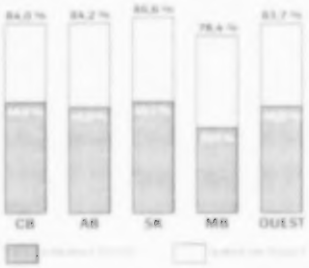
Lorsqu'on discute des priorités et des solutions, les provinces de l'Ouest, et même l'Ouest en tant que région, ne reçoivent pas souvent l'attention méritée. Une perspective nationale est simplement trop vaste pour rendre justice aux qualités et aux besoins bien particuliers de l'Ouest. Cela est vrai pour toutes les régions du Canada et justifie l'analyse et la discussion à l'échelle régionale. Il ne faut pas présumer pour autant que tous les défis auxquels l'Ouest faite face sont singuliers. Néanmoins, leur examen dans une optique nationale entraîne souvent l'omission de différences primordiales et réduit la gamme de solutions de rechange proposées. L'examen des solutions de rechange dans un contexte régional permet à toutes les parties du pays de tirer une leçon des résultats.

L'Ouest est une région distincte

Personne n'avancerait que l'Ouest est une région homogène – on pourrait en effet dire qu'il existe un manque d'homogénéité même au sein des provinces prises individuellement – mais il est remarquable que les habitants de l'Ouest canadien voient l'Ouest comme « une région distincte, différente à bien des égards du reste du Canada. » Bien que les Canadiens de l'Ouest aient des liens très solides avec leurs collectivités locales et provinciales et avec le Canada, cela ne les empêche pas de s'identifier à la collectivité régionale. Comme on pourrait s'y attendre dans une région aussi vaste, il existe des différences dignes d'attention, mais également des points communs importants sur les plans culturel, économique et politique.

À bien des égards, les points de convergence dans la région de l'Ouest sont ceux qui la distingue du reste du pays. Son histoire est moins britannique et française, ce qui a engendré différentes cultures politiques qui perdurent. Les peuples autochtones représentent une plus grande proportion de la population régionale qu'ailleurs au Canada. Lorsqu'ils déménagent, plus de 60 % des résidents des quatre provinces vont s'établir ailleurs dans la région plutôt que dans le reste du pays. Par conséquent, les liens de parenté aident à faire de la région une entité cohérente et distincte. Enfin, l'orientation politique de la région diffère souvent de celle du reste du pays. L'Ouest

L'Ouest est une région distincte



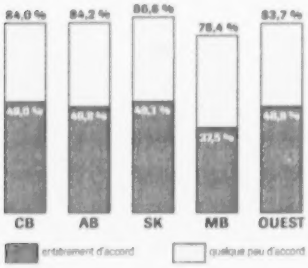
Source : Western Looking West, Canada West Foundation (2007)

Cette approche est encore plus valable quand on envisage l'Ouest canadien dans un contexte mondial. Individuellement, les provinces de l'Ouest sont des intervenants bien peu importants à l'échelle mondiale. Il est relativement difficile pour une province d'un million de personnes telle que la Saskatchewan ou le Manitoba, ou même pour une province de quatre millions telle que la Colombie-Britannique, de trouver les ressources, les connaissances et le capital nécessaires pour être concurrentielle sur la scène mondiale. Bien que la population combinée des provinces de l'Ouest soit encore assez modeste (semblable à celle de la ville de New York), une approche régionale à l'égard d'un certain nombre de questions rehaussera le caractère concurrentiel de la région et des provinces qu'elle comprend.

Avantages de l'analyse régionale

Lorsqu'on discute des priorités et des solutions, les provinces de l'Ouest, et même l'Ouest en tant que région, ne reçoivent pas souvent l'attention méritée. Une perspective nationale est simplement trop vaste pour rendre justice aux qualités et aux besoins bien particuliers de l'Ouest. Cela est vrai pour toutes les régions du Canada et justifie l'analyse et la discussion à l'échelle régionale. Il ne faut pas présumer pour autant que tous les défis auxquels l'Ouest faite face sont singuliers. Néanmoins, leur examen dans une optique nationale entraîne souvent l'omission de différences primordiales et réduit la gamme de solutions de rechange proposées. L'examen des solutions de rechange dans un contexte régional permet à toutes les parties du pays de tirer une leçon des résultats.

L'Ouest est une région distincte



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

L'Ouest est une région distincte

Personne n'avancerait que l'Ouest est une région homogène – on pourrait en effet dire qu'il existe un manque d'homogénéité même au sein des provinces prises individuellement – mais il est remarquable que les habitants de l'Ouest canadien voient l'Ouest comme « une région distincte, différente à bien des égards du reste du Canada. » Bien que les Canadiens de l'Ouest aient des liens très solides avec leurs collectivités locales et provinciales et avec le Canada, cela ne les empêche pas de s'identifier à la collectivité régionale. Comme on pourrait s'y attendre dans une région aussi vaste, il existe des différences dignes d'attention, mais également des points communs importants sur les plans culturel, économique et politique.

À bien des égards, les points de convergence dans la région de l'Ouest sont ceux qui la distingue du reste du pays. Son histoire est moins britannique et française, ce qui a engendré différentes cultures politiques qui perdurent. Les peuples autochtones représentent une plus grande proportion de la population régionale qu'ailleurs au Canada. Lorsqu'ils déménagent, plus de 60 % des résidents des quatre provinces vont s'établir ailleurs dans la région plutôt que dans le reste du pays. Par conséquent, les liens de parenté aident à faire de la région une entité cohérente et distincte. Enfin, l'orientation politique de la région diffère souvent de celle du reste du pays. L'Ouest

abrite à la fois les socialistes des prairies et les populistes radicaux qui ont façonné une si grande partie de la vie politique canadienne au cours du XX^{e} siècle.

Il importe bien sûr de ne pas exagérer le caractère distinct de l'Ouest ou faire abstraction de la multitude de liens entre les Canadiens de l'Ouest et le reste du pays. Parallèlement, des relations régionales lient l'Ouest et différencient son contexte politique de celui du reste du Canada. L'Ouest est plus qu'un espace physique particulier. La perspective régionale est l'une des composantes intrinsèques de l'histoire et de la réalité contemporaine de l'Ouest.

> Bref, il semble naturel de considérer l'Ouest canadien comme une collectivité régionale cohérente, consciente d'elle-même et relativement intégrée. Il semble également logique d'adopter une approche régionale en matière de politique publique, de croissance économique et de changement social. Une approche uniquement provinciale ou nationale ne convient pas à une discussion réfléchie de la compétitivité de l'Ouest dans l'économie mondiale, de sa place au Canada et de sa qualité de vie.

" La création de liens dans l'Ouest suscitera des occasions complémentaires. Le travail qui nous attend au cours des années à venir nécessitera une coopération entre les provinces. "

– L'hon. Gary Filmon
à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

CINQ PRIORITÉS ESSENTIELLES POUR ASSURER LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE À LONG TERME

Cinq priorités essentielles sont ressorties du processus de consultation et de la recherche à l'appui :

- l'Ouest doit créer les outils pour attirer, conserver et accroître le capital humain;
- l'Ouest doit poursuivre sa diversification économique;
- l'Ouest doit renforcer son infrastructure de transport;
- l'Ouest doit promouvoir le caractère concurrentiel de ses grandes villes à l'échelle mondiale; et
- l'Ouest doit trouver de nouveaux moyens de favoriser la coordination régionale.

Ces priorités n'englobent pas la totalité des préoccupations des Canadiens de l'Ouest et de leurs gouvernements en matière de politique. Par exemple, lors du processus de

consultation provincial, la pauvreté, l'intendance environnementale et le besoin de résoudre les revendications territoriales des Autochtones ont été mentionnés à maintes reprises. Les cinq priorités déterminées par l'Ouest canadien ne sont par conséquent qu'un début. Toutefois, elles sont un point de départ important pour les habitants de l'Ouest qui cherchent à assurer leur prospérité au sein d'une économie toujours plus concurrentielle et complexe. Si les Canadiens de l'Ouest ne réussissent pas à établir ces assises fondamentales, il leur sera difficile d'atteindre d'autres objectifs en matière de politique. De solides fondations sont essentielles pour bâtir des collectivités provinciales prospères et prévenantes.

Les sections qui suivent explorent tour à tour chacune des cinq priorités. Avant de se lancer dans cette discussion, il est toutefois important de souligner que les facteurs déterminants de prospérité régionale ne dépendent pas uniquement des différents paliers de gouvernement canadien. Les cinq priorités exigeront la participation active des secteurs à but lucratif et sans but lucratif. L'un des enjeux de la recherche future menée dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain* sera de trouver un équilibre entre les mesures des gouvernements et de ces deux secteurs.

" Il ne faudrait pas ériger de murs dans l'Ouest canadien. Nous devrions considérer les quatre provinces de l'Ouest comme un seul réservoir de main-d'œuvre. C'est donc dire qu'il ne faudrait pas créer de barrières pour les travailleurs à la recherche d'un emploi n'importe où dans l'Ouest. "

– L'hon. Allan Blakeney
à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

L'OUEST DOIT CRÉER LES OUTILS POUR ATTIRER, CONSERVER ET ACCROÎTRE LE **CAPITAL HUMAIN**

L'Ouest n'aura pas suffisamment de capital humain sans avoir des politiques conçues pour accroître l'immigration, faire participer les peuples autochtones à l'économie régionale, attirer et conserver une main-d'œuvre de plus en plus mobile et offrir un système d'éducation postsecondaire faisant l'objet d'une coordination et d'une intégration régionales suffisantes. Il est essentiel d'adopter une approche stratégique à l'égard du développement de capital humain si l'on veut atteindre une prospérité économique régionale.

Toutes les régions du Canada font face à des défis démographiques d'importance. L'accroissement naturel de la population, exception faite des collectivités autochtones, est en train de ralentir et la croissance démographique régionale proviendra principalement de l'immigration d'autres régions et (ou) d'autres pays. On assiste également à un vieillissement de la population. Suite à ces tendances, le rapport de dépendance – soit la proportion des jeune de moins de 15 ans et des personnes de plus de 64 ans par rapport aux personnes de 15 à 64 ans – augmente, ce qui exercera une forte incidence sur la main-d'œuvre, les services de santé, les rentes de retraite et l'assiette fiscale des programmes sociaux.

Ces tendances démographiques sont à l'œuvre dans l'Ouest tout comme à l'échelle nationale. Simultanément, la démécologie de la région possède des caractéristiques distinctives importantes :

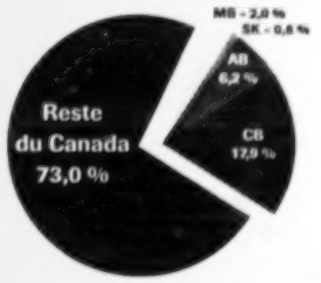
- Il existe des différences interprovinciales marquées sur le plan de la croissance démographique. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont connu une forte croissance au cours des 30 dernières années, contrairement au Manitoba et à la Saskatchewan, où la croissance a été très modeste.

- L'Ouest bénéficie de l'immigration interprovinciale; de 1972 à 1999, le nombre de personnes ayant déménagé dans la région d'autres parties du Canada par rapport au nombre de personnes ayant quitté la région pour s'établir ailleurs était excédentaire (488 252). Toutefois, les tendances d'immigration sont tout à fait différentes dans les quatre provinces. Pendant cette même période, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont enregistré un gain net de 512 211 et de 277 394 nouveaux habitants respectivement, tandis que la Saskatchewan et le Manitoba ont connu une perte de 155 181 et de 146 172 personnes respectivement.

- Bien que l'immigration ait toujours revêtu une importance primordiale pour l'Ouest, la région attire aujourd'hui moins que sa part proportionnelle d'immigrants. Par exemple, seuls 26,9 % des immigrants arrivés au Canada en 2000 se sont d'abord établis dans l'Ouest. L'immigration est également répartie de façon irrégulière dans la région. La Colombie-Britannique attire presque deux tiers des immigrants qui s'établissent dans l'Ouest. L'immigration en Saskatchewan et au Manitoba est particulièrement faible, et ne réussit pas à compenser les pertes de population découlant de l'émigration interprovinciale. Cette répartition irrégulière a des répercussions économiques de taille puisque l'immigration favorise une foule de liens avec l'économie mondiale.

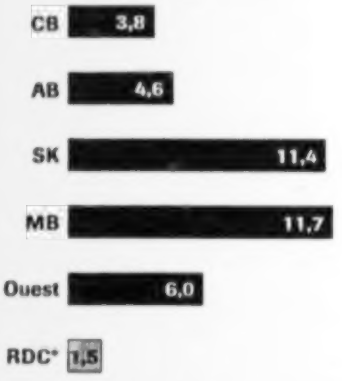
- La majorité (63 %) de la population autochtone du Canada vit dans l'Ouest, où elle représente 6,0 % des habitants, par rapport à seulement 1,5 % dans le reste du pays.

Répartition des nouveaux immigrants (2000)



Source : Statistique Canada

Population autochtone en % de la population totale
(par province et région)



Source : Statistique Canada (recensement de 1996)
*RDC = reste du Canada

La combinaison des tendances nationales, du caractère régional distinct et des différences interprovinciales dans l'Ouest soulève tout un nombre de préoccupations quant à la taille et aux compétences du réservoir de main-d'œuvre régional et à la mobilité des personnes au sein de l'économie régionale. Au bout du compte, la

Ces tendances démographiques sont à l'œuvre dans l'Ouest tout comme à l'échelle nationale. Simultanément, la démécologie de la région possède des caractéristiques distinctives importantes :

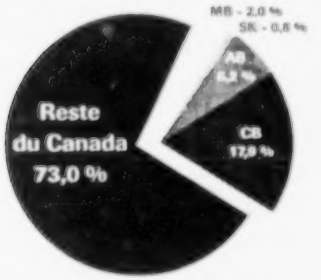
- Il existe des différences interprovinciales marquées sur le plan de la croissance démographique. La Colombie-Britannique et l'Alberta ont connu une forte croissance au cours des 30 dernières années, contrairement au Manitoba et à la Saskatchewan, où la croissance a été très modeste.

- L'Ouest bénéficie de l'immigration interprovinciale; de 1972 à 1999, le nombre de personnes ayant déménagé dans la région d'autres parties du Canada par rapport au nombre de personnes ayant quitté la région pour s'établir ailleurs était excédentaire (488 252). Toutefois, les tendances d'immigration sont tout à fait différentes dans les quatre provinces. Pendant cette même période, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont enregistré un gain net de 512 211 et de 277 394 nouveaux habitants respectivement, tandis que la Saskatchewan et le Manitoba ont connu une perte de 155 181 et de 146 172 personnes respectivement.

- Bien que l'immigration ait toujours revêtu une importance primordiale pour l'Ouest, la région attire aujourd'hui moins que sa part proportionnelle d'immigrants. Par exemple, seuls 26,9 % des immigrants arrivés au Canada en 2000 se sont d'abord établis dans l'Ouest. L'immigration est également répartie de façon irrégulière dans la région. La Colombie-Britannique attire presque deux tiers des immigrants qui s'établissent dans l'Ouest. L'immigration en Saskatchewan et au Manitoba est particulièrement faible, et ne réussit pas à compenser les pertes de population découlant de l'émigration interprovinciale. Cette répartition irrégulière a des répercussions économiques de taille puisque l'immigration favorise une foule de liens avec l'économie mondiale.

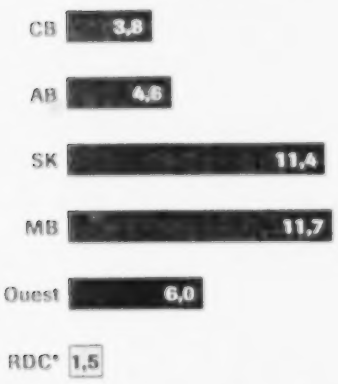
- La majorité (63 %) de la population autochtone du Canada vit dans l'Ouest, où elle représente 6,0 % des habitants, par rapport à seulement 1,5 % dans le reste du pays.

Répartition des nouveaux immigrants (2000)



Source : Statistique Canada

Population autochtone en % de la population totale
(par province et région)



Source : Statistique Canada (recensement de 1996)
*RDC = reste du Canada

La combinaison des tendances nationales, du caractère régional distinct et des différences interprovinciales dans l'Ouest soulève tout un nombre de préoccupations quant à la taille et aux compétences du réservoir de main-d'œuvre régional et à la mobilité des personnes au sein de l'économie régionale. Au bout du compte, la

prospérité régionale dépendra du maintien du réservoir de main-d'œuvre, de l'acquisition et du maintien par les Canadiens de l'Ouest des compétences nécessaires pour réussir dans la nouvelle économie du savoir, et de la mobilité des gens vers les endroits où l'on crée de nouveaux emplois.

Taille du réservoir de main-d'œuvre

La taille du réservoir de main-d'œuvre de l'Ouest canadien est déterminée par l'accroissement naturel de la population (naissances moins décès), le taux d'activité, l'immigration (interprovinciale et autre) et l'âge de la retraite. Parmi ces facteurs, le taux d'accroissement démographique est celui sur lequel la politique publique a le moins d'influence, tandis que les autres peuvent être influencés de façon variable. Par exemple, le taux de participation des Autochtones à l'économie régionale est de toute évidence un domaine où les politiques publiques peuvent avoir un incidence considérable.

La capacité de la main-d'œuvre est fonction non seulement des compétences et de la formation, mais du bien-être. La politique en matière de santé est donc un élément important de toute stratégie visant à enrichir le capital humain. Cependant, à la lumière des examens approfondis du système des soins de santé canadien qui sont en cours, la politique en matière de santé n'est pas abordée dans ce rapport.

Ces facteurs ont un poids et des conséquences qui varient selon les provinces. Au Manitoba et en Saskatchewan, une faible immigration, une émigration chronique relativement forte et une jeune population autochtone font en sorte que les peuples autochtones joueront un rôle notable dans le maintien des réservoirs de main-d'œuvre provinciaux. La participation des Autochtones revêt une grande importance pour leurs collectivités et pour l'économie provinciale dans ces deux provinces. Cela se poursuivra même si l'immigration augmente et que l'émigration diminue. En Colombie-Britannique et en Alberta, une plus forte immigration, un accroissement appréciable de la population provenant de l'immigration interprovinciale et une population autochtone relativement peu importante signifient que les Autochtones continueront de représenter une proportion raisonnablement modeste de la main-d'œuvre. Les possibilités d'emploi pour ces derniers et les compétences exigées pour en profiter restent d'une importance cruciale dans toutes les parties de l'Ouest.

Les participants aux consultations provinciales reconnaissaient incontestablement la nécessité de faire participer les peuples autochtones à la main-d'œuvre. Ils reconnaissent également l'importance de l'immigration et le défi de taille que l'Ouest doit relever à ce chapitre. Par le passé, l'Ouest canadien « lançait une invitation » et les immigrants venaient par millions. Aujourd'hui, la concurrence pour les citoyens les plus prometteurs est plus intense, et les participants ne présumaient pas que l'Ouest canadien, et particulièrement certaines provinces, réussiraient nécessairement à attirer des immigrants. Les immigrants que l'on ne tente pas sérieusement d'attirer iront ailleurs.

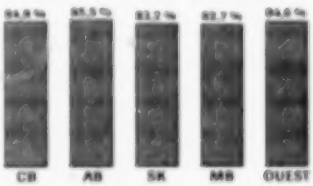
C'est en Saskatchewan et au Manitoba qu'on s'inquiète naturellement davantage de la taille et du maintien du réservoir de main-d'œuvre provincial, ainsi que de l'assiette fiscale qu'il génère. L'émigration interprovinciale et la faible immigration créent déjà une pénurie de travailleurs qualifiés qui ne fera que s'aggraver au fur et à mesure que la

concurrence au sein du reste du Canada et de l'économie mondiale s'intensifie. Les participants des consultations en Saskatchewan et au Manitoba reconnaissaient que les recours sont limités au sujet des effets des économies externes, mais étaient toutefois convaincus qu'on pouvait trouver un cadre de politique afin d'éliminer l'émigration et de rendre les économies provinciales plus séduisantes pour les immigrants d'autres provinces et d'autres pays.

Enrichissement du capital humain

Les participants aux consultations provinciales et de la recherche-sondage ont constamment mis l'accent sur l'importance de l'éducation en tant que condition préalable de la réussite de la nouvelle économie. Dans la recherche-sondage, « investir dans notre système d'éducation publique » a été coté comme une grande priorité par un plus grand nombre de répondants que « attirer des entreprises de pointe dans la région », « réduire les impôts », « rehausser le profil mondial des villes de l'Ouest canadien » et « favoriser des liens économiques plus serrés avec les États-Unis ». Lors des consultations provinciales, les participants se sont dit inquiets du fait que les Canadiens de l'Ouest ne posséderont peut-être pas les compétences nécessaires pour faire concurrence dans l'avenir. Ils ont défini la nouvelle économie à maintes reprises comme l'économie du savoir, et semblaient inquiets du fait que l'Ouest et le Canada pourraient être dépassés par leurs concurrents internationaux. L'enseignement postsecondaire en particulier était considéré comme la source des compétences nécessaires pour faire concurrence dans l'économie du savoir. L'acquisition des habiletés appropriées exigera toutefois une coordination régionale au sein du système d'enseignement postsecondaire. Étant donné la population relativement petite de chaque province, il sera de plus en plus difficile de répondre à toute la gamme des exigences scolaires au niveau d'excellence voulu dans les systèmes provinciaux.

L'investissement dans notre système d'éducation publique devrait être une grande priorité
(% des répondants qui sont d'accord)



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

L'accès à l'éducation constitue une préoccupation connexe. Compte tenu de la population de base relativement petite, il est essentiel d'intégrer les groupes sous-employés à la main-d'œuvre régionale. Par exemple, si les habitants des collectivités rurales et des régions septentrionales et les Autochtones n'ont pas accès à l'enseignement postsecondaire, on ne pourra pas exploiter à fond toutes les possibilités de la main-d'œuvre. L'Ouest canadien est une région s'il y en a une qui devrait maîtriser l'apprentissage à distance.

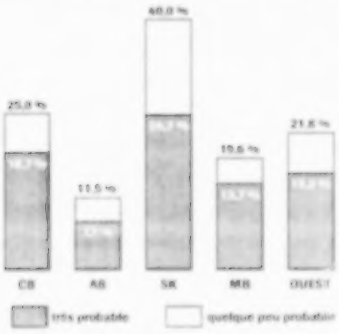
Mobilité

La mobilité croissante des travailleurs hautement qualifiés caractérise notamment la nouvelle économie. Il n'est donc pas surprenant que les questions et les préoccupations touchant la mobilité soient fréquemment abordées lors des débats d'orientation de politique. Les participants aux consultations provinciales, particulièrement en Colombie-Britannique, étaient inquiets de l'exode des cerveaux aux États-Unis, surtout chez les jeunes hautement mobiles et qualifiés. En Saskatchewan et au Manitoba, on s'inquiétait

également de l'émigration des travailleurs les plus mobiles (c.-à-d. les jeunes et les diplômés de programmes postsecondaires). On a peur en général que la mobilité devienne une nécessité plutôt qu'un choix.

Parallèlement, on est déterminé à éliminer les obstacles à la mobilité dans l'Ouest. On reconnaît qu'un roulement raisonnable de la population active régionale améliore l'efficacité économique plutôt que de l'affaiblir. L'enjeu est de traiter les vagues systématiques de mobilité qui pourraient au fil du temps épuiser certains réservoirs provinciaux au point où l'assiette fiscale et les programmes sociaux ne pourraient plus être maintenus.

Pourcentage des personnes âgées entre 18 et 24 ans qui n'habiteront probablemen plus dans leur province dans cinq ans



Source : Strategic Looking Ahead, the Canada West Foundation (2001)

Il est clair que les Canadiens de l'Ouest et leurs gouvernements doivent veiller à ce que la jeune population autochtone en pleine croissance participe davantage à l'économie régionale, à ce que l'Ouest réussisse mieux à attirer et conserver des immigrants, et à ce que la formation postsecondaire soit suffisante pour répondre aux exigences du marché du travail en pleine évolution. L'élaboration de politiques efficaces en vue d'accroître le capital humain soulève néanmoins un certain nombre de questions importantes que l'on pourra aborder par l'entremise de la recherche et des débats publics :

- Quelles mesures les gouvernements, les établissements d'enseignement, le milieu des affaires et les collectivités autochtones doivent-ils prendre pour assurer la pleine participation des jeunes autochtones à l'économie?

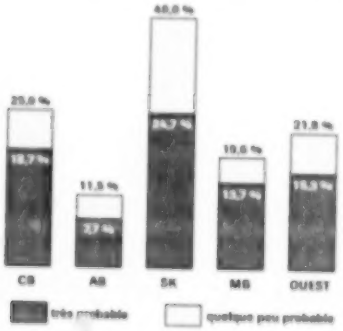
- Quelles mesures doit-on prendre pour améliorer la réussite de l'Ouest sur le plan de l'immigration? Les gouvernements provinciaux doivent-ils participer de plus près à la politique nationale en matière d'immigration et à l'administration de celle-ci? Les autorités locales et les organismes sans but lucratif devraient-ils jouer un rôle plus important? Comment les gouvernements et le secteur privé peuvent-

également de l'émigration des travailleurs les plus mobiles (c.-à-d. les jeunes et les diplômés de programmes postsecondaires). On a peur en général que la mobilité devienne une nécessité plutôt qu'un choix.

Parallèlement, on est déterminé à éliminer les obstacles à la mobilité dans l'Ouest. On reconnaît qu'un roulement raisonnable de la population active régionale améliore l'efficacité économique plutôt que de l'affaiblir. L'enjeu est de traiter les vagues systématiques de mobilité qui pourraient au fil du temps épuiser certains réservoirs provinciaux au point où l'assiette fiscale et les programmes sociaux ne pourraient plus être maintenus.

En résumé, la prospérité régionale dépendra d'une main-d'œuvre renouvelable, hautement qualifiée et mobile. Ces caractéristiques sont étroitement liées à des politiques publiques créatives et efficaces. On doit compter aux nombre des objectifs un accroissement de l'immigration et une répartition régionale plus vaste des immigrants, la pleine participation des peuples autochtones à l'économie régionale, l'attraction et la conservation d'une main-d'œuvre toujours plus mobile, la mobilité accrue des travailleurs dans la région et un système d'enseignement postsecondaire marqué par la coordination et l'intégration régionales.

Pourcentage des personnes âgées entre 18 et 24 ans qui n'habiteront probablemen plus dans leur province dans cinq ans



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

Il est clair que les Canadiens de l'Ouest et leurs gouvernements doivent veiller à ce que la jeune population autochtone en pleine croissance participe davantage à l'économie régionale, à ce que l'Ouest réussisse mieux à attirer et conserver des immigrants, et à ce que la formation postsecondaire soit suffisante pour répondre aux exigences du marché du travail en pleine évolution. L'élaboration de politiques efficaces en vue d'accroître le capital humain soulève néanmoins un certain nombre de questions importantes que l'on pourra aborder par l'entremise de la recherche et des débats publics :

- Quelles mesures les gouvernements, les établissements d'enseignement, le milieu des affaires et les collectivités autochtones doivent-ils prendre pour assurer la pleine participation des jeunes autochtones à l'économie?

- Quelles mesures doit-on prendre pour améliorer la réussite de l'Ouest sur le plan de l'immigration? Les gouvernements provinciaux doivent-ils participer de plus près à la politique nationale en matière d'immigration et à l'administration de celle-ci? Les autorités locales et les organismes sans but lucratif devraient-ils jouer un rôle plus important? Comment les gouvernements et le secteur privé peuvent-

ils mieux s'assurer que les immigrants sont employés en tenant compte de toutes leurs possibilités?

- Les stratégies fédérales visant à bâtir des centres d'excellence scolaire désavantagent-elles tous les établissements d'enseignement à l'exception des grandes universités de l'Ouest canadien? Peut-on regrouper des centres d'excellence particuliers dans un réseau régional cohérent et gratuit? Les gouvernements provinciaux devraient-ils appuyer davantage la recherche et le développement dans le secteur universitaire? A-t-on besoin d'équivalents provinciaux ou régionaux du Conseil de recherches médicales (CRM), du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH)?

- Sera-t-il nécessaire de repousser l'âge de la retraite et de modifier les politiques concernant la retraite obligatoire?

L'OUEST DOIT POURSUIVRE SA **DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE**

La réussite au sein de l'économie mondiale exigera non seulement une stratégie concurrentielle pour attirer et conserver les ressources hautement mobiles associées à la nouvelle économie, mais également la stimulation et la transformation de l'ancienne économie de ressources.

L'Ouest possède des ressources fondamentales qui feraient l'envie de la plupart des nations. On y retrouve des gisements à haute teneur de minéraux comprenant du plomb, du cuivre, du zinc, de la potasse, de l'uranium, du molybdène, de l'or et de l'argent. La région est la source principale de pétrole, de gaz naturel et de charbon pour le pays et présente d'immenses possibilités hydro-électriques. Le sol riche des Prairies produit la plus grande partie des céréales au Canada – blé, orge, avoine – ainsi que des cultures fourragères, des graines oléagineuses, des pommes de terre et des betteraves à sucre. Dans les régions plus arides, on trouve des troupeaux de bovins et des exploitations de parcs à fourrage pour le bétail et les porcs. Les forêts pluviales tempérées septentrionales de la côte de la Colombie-Britannique et les forêts intérieures fournissent la majeure partie de la production de sciage résineux et de pâtes et papiers du Canada.

Ces secteurs de l'économie traditionnelle, ou « ancienne économie », créent des emplois et des richesses non négligeables. Les produits à base de matières premières occupent une place importante parmi les exportations de chacune des quatre provinces de

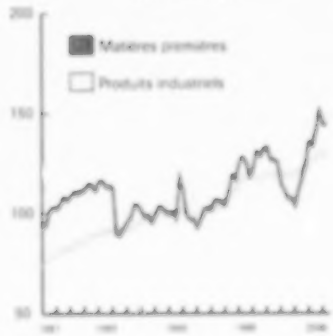
Cinq principales exportations par secteur, 2000

Source : Industrie Canada

l'Ouest. Cette dépendance envers les ressources met en évidence deux risques chroniques. Tout d'abord, l'exploitation continuelle des ressources non renouvelables accélère leur épuisement et nous rapproche du jour où elles ne généreront plus de profits, d'emplois et de recettes fiscales. La nature transitoire des avantages des ressources fondamentales non renouvelables exige une planification de la part du gouvernement et du secteur privé en prévision de leur disparition. Dans le cas des ressources renouvelables, il est essentiel d'assurer la durabilité de leur mise en valeur. Dans les deux cas, on doit veiller à éviter de mettre en œuvre des programmes ou de faire des investissements dont le financement est fondé sur un flux de revenu permanent.

Ensuite, bien qu'il soit clair que l'Ouest canadien serait une région beaucoup plus pauvre sans ses ressources renouvelables et non renouvelables, les prix des produits de base dans le secteur des ressources sont connus pour leur instabilité. Le graphique ci-contre montre l'indice des prix de Statistiques Canada pour les matières premières et les produits industriels. La liste des matières premières ne correspond pas parfaitement à la composition des ressources dans l'Ouest canadien, mais on peut facilement constater la plus grande volatilité du prix des produits de base. Cette volatilité témoigne de la nature cyclique du secteur des ressources et de sa sensibilité aux événements macro-économiques dans les marchés où la plupart des producteurs canadiens sont preneurs de prix plutôt que décideurs de prix. De plus, les investissements de capitaux exigés pour exploiter efficacement les ressources fondamentales sont d'une telle ampleur qu'ils entraînent une surproduction temporaire, laquelle exacerbe la volatilité des prix à court terme dans de nombreuses industries primaires.

Prix des produits de base, janvier 1981 – mars 2001
(1992=100)



Source : Statistique Canada

L'instabilité des prix dans le secteur primaire se traduit par des fluctuations importantes des bénéfices des sociétés, des investissements et des emplois. L'incertitude devient endémique dans l'économie régionale et nuit à la planification à long terme, qu'il s'agisse d'investissements de l'industrie ou du secteur privé dans l'habitation et les biens durables. De grands mouvements de balancier dans les bénéfices des sociétés ont également une incidence sur les recettes du gouvernement provincial, ce qui complique la tâche de maintenir un environnement fiscal stable. Par conséquent, les secteurs public et privé manifestent un désir répété d'atténuer les risques associés à une forte dépendance des ressources. Des mesures d'atténuation sont souvent prises dans le cadre de programmes visant à diversifier les assises économiques de la région, de la province ou de la collectivité. Malheureusement, ces programmes ont trop souvent essayé de choisir des « gagnants » et ont échoué.

Le fait que les tentatives précédentes n'aient connu qu'un succès mitigé ne devrait toutefois pas empêcher les gouvernements d'élaborer des politiques visant à encourager la diversification économique. Il est nécessaire d'analyser soigneusement la valeur prévue des avantages projetés par rapport aux coûts prévus estimés de façon réaliste. Il est primordial de comprendre les politiques les plus susceptibles de favoriser

la diversification si l'on veut assurer la croissance économique à long terme et la stabilité dans la région. Dans ce contexte, la coopération interprovinciale et la diminution des obstacles au commerce interne peuvent ouvrir de nouvelles possibilités.

Les Canadiens de l'Ouest sont pleinement conscients des défis que présente la nouvelle économie pour l'économie de ressources régionale. Les participants aux consultations ont toutefois déclaré avoir confiance dans la capacité de la région à faire concurrence à l'échelle mondiale. On considère que l'Ouest a de grands avantages comparés : des travailleurs très instruits, des générations d'expérience positive en commerce mondial, l'esprit d'entreprise, un environnement naturel attrayant et des ressources fondamentales qui continueront de se vendre à des prix raisonnables sur le marché international. Il n'est donc pas surprenant que presque 60 % des personnes ayant répondu au sondage sur les perspectives de l'Ouest *(Looking West)* pensent que le Canada et leur province ont profité du libre-échange. Les Canadiens de l'Ouest font preuve d'une grande assurance dans un contexte de libre-échange.

" Nous sommes une petite région de moins de dix millions de personnes. Nous ne pouvons pas nous permettre de fractionner l'Ouest en plusieurs économies. "

– L'hon. Allan Blakeney à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

Les répondants ont également cité à maintes reprises la qualité de vie de la région parmi les avantages comparés. (C'est dans les grandes villes qui dominent de plus en plus le paysage régional qu'on considère que cette qualité de vie est la plus importante, mais aussi la plus fragile.) Enfin, on croit que la situation géographique de l'Ouest canadien est avantageuse, une conviction exprimée énergiquement par les participants de la Colombie-Britannique.

Parallèlement, on n'est pas apathique quand on considère la transition entre la nouvelle économie et l'ancienne économie de ressources. Les participants aux consultations provinciales ont évoqué le besoin de diversifier, d'attirer de nouvelles formes d'activité économique et de tirer profit des points forts de l'ancienne économie de ressources par le truchement d'industries génératrices de valeur ajoutée, particulièrement dans le secteur agricole. À cet égard, on a mis l'accent à maintes reprises sur les secteurs de pointe de l'industrie des ressources naturelles et sur les possibilités de leadership en biotechnologie. Les participants du Manitoba et de la Saskatchewan ont souligné le besoin de se spécialiser et de trouver des marchés à créneaux dans le contexte commercial mondial.

Il est frappant de constater qu'on a porté relativement peu d'attention à la dimension est-ouest de l'économie nationale lors des consultations. Il y a quelques années, on se serait penché davantage sur les obstacles au commerce interprovincial et sur le raffermissement de l'économie internationale. En 2001, l'attention des participants était toutefois résolument fixée sur les marchés américains et mondiaux, sur la concurrence de l'extérieur plutôt que de l'intérieur du pays et sur l'amélioration des couloirs de commerce nord-sud. L'économie nationale, les liens commerciaux internes et la concurrence interprovinciale ont fait l'objet au mieux de peu d'attention. (De plus, ce qui est peut-être malheureux, presque aucune mention n'a été faite du débat national sur

la productivité.) Une exception : la perception que les participants avaient de l'Alberta dans les trois autres provinces. Celle-ci est considérée de toute évidence comme une concurrente de taille sur le plan des investissements et du capital humain.

> En résumé, les Canadiens de l'Ouest sont pleinement conscients que l'économie mondiale devient de plus en plus concurrentielle. Afin de réussir dans ce nouvel environnement, il est essentiel, mais pas suffisant d'attirer et de conserver des entreprises de pointe, du capital de risque et des ressources humaines hautement mobiles; il faut stimuler et transformer l'« ancienne » économie de ressources. On doit également investir à l'échelle régionale dans les infrastructures nécessaires en vue de bâtir une nouvelle économie du savoir, notamment des universités vouées à la recherche, une main-d'œuvre très instruite et une grande qualité de vie.

Bien que la nouvelle économie mondiale offre de grandes possibilités pour l'Ouest, la transition est marquée par l'incertitude et le risque. On doit en effet aborder un certain nombre de questions :

- Quels sont les coûts et les conséquences associés à la vulnérabilité aux prix instables des produits de base? À quel point doit-on diversifier pour diminuer la vulnérabilité de la région?

- Quelles politiques peut-on mettre en œuvre pour accroître la diversité dans l'économie, et quelles politiques devrait-on éviter? En combien de temps peut-on s'attendre à des résultats tangibles, et comment saura-t-on si les politiques sont efficaces?

- Quelles sont les meilleures stratégies pour attirer des entreprises et des personnes sans attache qui cadrent naturellement avec la région et conserver celles qui pourraient déménager? À quel point le régime fiscal est-il important? Et l'environnement? La qualité de vie? Comment pouvons-nous éviter les distorsions des marchés qui peuvent être ni souhaitables ni durables?

- Certains modèles d'investissement public tels que l'Alberta Heritage Foundation for Medical Research pourraient-ils être reproduits dans d'autres secteurs de l'économie?

- Les provinces de l'Ouest devraient-elles adopter une stratégie régionale visant la diminution des obstacles internes au commerce?

Cinq principales destinations des exportations, 2000

Colombie-Britannique

Destination	%
États-Unis	66,8
Japon	13,8
Corée du Sud	2,7
Chine	2,2
Italie	1,8

Alberta

Destination	%
États-Unis	88,5
Japon	2,4
Chine	1,3
Corée du Sud	1,0
Mexique	0,6

Saskatchewan

Destination	%
États-Unis	61,8
Chine	5,9
Japon	5,1
Algerie	2,4
Iran	2,3

Manitoba

Destination	%
États-Unis	81,1
Japon	4,0
Mexique	1,5
Chine	1,4
Belgique	1,3

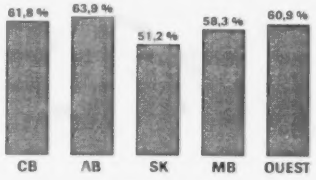
Source : Industrie Canada

L'OUEST DOIT RENFORCER SON **INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT**

En dépit de la prépondérance du commerce électronique et de la révolution des technologies de l'information et de communications, il sera toujours nécessaire de transporter des volumes massifs de marchandises en provenance et à destination de la région. L'infrastructure de transport classique – routes, chemins de fer, aéroports, pipelines et ports – auront dans l'avenir une importance aussi vitale pour la région que par le passé. Les politiques publiques en matière d'infrastructure de transport régionale sont, par conséquent, inextricablement liées aux perspectives de prospérité économique.

L'histoire de l'Ouest est caractérisée par des régions de population éparse situées aux confins géographiques des économies nationale, continentale et mondiale. La situation physique de la région signifiait que sa prospérité dépendait de l'infrastructure de transport. Fer de lance de l'économie nationale, le premier chemin de fer a permis aux cultivateurs de s'établir dans l'Ouest. Le réseau de transport a aussi joué un rôle central dans la vie sociale, culturelle et politique de la région. Il ne faut donc pas s'étonner que les objectifs stratégiques en matière de politique aient été axés sur les questions de transport.

Pourcentage de Canadiens de l'Ouest qui utilisent Internet tous les jours ou quelques fois par semaine



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

Aujourd'hui, les Canadiens de l'Ouest doivent composer avec de nouveaux liens d'infrastructure, et le débat d'orientation porte davantage sur l'autoroute informatique que sur les avions, trains et automobiles. À ces nouveaux égards, les choses vont bien dans la région. Les Canadiens de l'Ouest sont engagés dans les nouvelles technologies de l'information et de communications. Les gouvernements provinciaux ont joué un rôle de premier plan pour établir des liens de communications à large bandes entre les collectivités, et le gouvernement fédéral a pris des mesures d'action concrètes dans le domaine.

Parallèlement, il est nettement évident que les liens de transport traditionnels continuent de revêtir une importance critique. Internet et l'économie électronique n'ont pas diminué la pertinence de l'espace et de l'emplacement. L'Ouest demeure une région où la population est éparse, même si elle jouit désormais d'une position beaucoup plus enviable comme point d'accès à marchés de l'Asie et de l'ouest des États-Unis. Les liens d'infrastructure avec les économies continentales et mondiales – routes, chemins de fer, ports, aéroports, pipelines, réseaux électriques, réseaux de télécommunications – conservent leur importance, si ce n'est leur profil public.

Les consultations avec les provinces ont fait ressortir certaines préoccupations au sujet de l'infrastructure de transport :

- La détérioration du réseau d'autoroutes est-ouest, jumelée aux investissements massifs du gouvernement américain dans l'infrastructure de transport, signifie que le commerce canadien est-ouest se déplace au sud vers le réseau d'autoroutes inter-étatiques et les chemins de fer américains. Les villes de l'Ouest canadien sont en danger de devenir des satellites desservis par les réseaux de transport américains.

- Les industries de haute technologie sont démesurément dépendantes du transport et du fret aériens. Toutefois, l'avenir du service aérien dans de nombreuses collectivités de l'Ouest, y compris les principaux carrefours de population, est incertain.

- Il manque dans l'Ouest certains mécanismes permettant de tenir compte du caractère régional de l'infrastructure de transport. Par exemple, les liens au port de Vancouver par air, chemin de fer et terre revêtent une importance stratégique pour l'Ouest tout entier. Toutefois, il n'existe aucun mécanisme interprovincial efficace, entre les provinces, d'examiner les dossiers régionaux ou de concilier les intérêts provinciaux et les responsabilités fédérales.

- Il existe un besoin de tenir compte des approches régionales pour le transport de marchandises comme l'électricité, le pétrole et le gaz et l'eau. À titre d'exemple, la création d'un réseau électrique plus vaste dans l'Ouest canadien suscite beaucoup d'intérêt. Bien qu'on ne considère habituellement pas que les réseaux électriques et les pipelines fassent partie de l'infrastructure de transport, ce sont des éléments vitaux du mouvement des marchandises à l'intérieur de la région de l'Ouest. (Dans le même ordre d'idées, on peut considérer qu'Internet est une infrastructure de transport d'information et de services.)

Routes au Canada
Longueur par 1 000 personnes

Province	kms*
SK	199,1
YK	164,1
TNO	82,4
MB	77,8
AB	66,2
IPÉ	42,2
NB	29,1
NÉ	28,0
TN	23,0
CB	17,4
QC	16,6
ON	15,3

Source : Transports Canada (données de 1995)

*kilomètres en équivalent de routes à deux voies

Une infrastructure de transport déficiente influe négativement sur l'économie régionale et nationale. Les marchés perdent en efficacité et en réactivité, il en coûte plus cher de transporter les produits d'exportation et d'importation, et l'échange d'idées, de personnes, de marchandises et de services n'est pas optimal.

En bref, l'infrastructure de transport devrait avoir une capacité suffisante pour répondre aux besoins en constante évolution de

la région. Elle devrait être efficace, adaptée aux forces du marché, innovatrice, assez souple pour réagir aux changements technologiques, bien intégrée et redevable à divers intervenants. Étant donné l'importance de l'infrastructure de transport pour la prospérité régionale, le besoin est pressant de formuler une politique régionale efficace.

Il faut, pour assurer l'efficacité et l'efficience du réseau régional, tenir compte d'une multitude de facteurs touchant les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, l'industrie du transport et les industries qui dépendent des réseaux de transport :

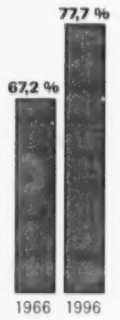
- Dans quelle mesure l'infrastructure de transport actuelle sert la région? Y a-t-il des déficiences et, le cas échéant, comment peut-on les corriger? Existe-t-il des possibilités de partenariats entre les secteurs public et privé en vue de répondre aux besoins liés à l'infrastructure régionale?

- Comment les gouvernements canadiens peuvent-ils relever le défi régional posé par les investissements du gouvernement américain dans l'infrastructure de transport?

- Quels changements d'ordre institutionnel permettraient un appui et le développement plus efficaces de l'infrastructure?

- Comment les gouvernements peuvent-ils répondre aux besoins d'infrastructure qui découleront des occasions de développement dans les territoires du nord et les régions septentrionales des provinces?

Pourcentage de Canadiens de l'Ouest vivant en région urbaine



Source : Statistique Canada

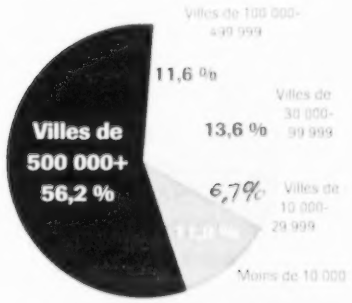
L'OUEST DOIT PROMOUVOIR LE CARACTÈRE CONCURRENTIEL DE SES **GRANDES VILLES** À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les Canadiens de l'Ouest sont bien conscients que leurs provinces font face à une vive concurrence au sein de l'économie mondiale. Ce qu'on reconnaît moins souvent est l'importance des grands centres urbains pour la compétitivité mondiale. Les grandes régions métropolitaines sont les points d'accès de l'Ouest à la nouvelle économie mondiale et les principaux moteurs de croissance économique. Les perspectives de prospérité régionale sont tributaires d'une stratégie explicite et efficace de tous les gouvernements présents dans la région.

Il est généralement reconnu que les grands centres urbains sont les principaux moteurs de la nouvelle économie. Les grandes métropoles sont le point d'accès à l'économie mondiale, les principales destinations des immigrants, l'emplacement des universités vouées à la recherche, le carrefour des organismes sans but lucratif et le point de convergence des communautés artistiques et culturelles, qui jouent un rôle de plus en plus important pour le recrutement et la conservation de travailleurs et d'entreprises hautement mobiles. À bien des égards, l'évolution de la nouvelle économie du savoir suit le rythme de l'évolution des centres métropolitains et de la concurrence accrue entre eux.

L'importance des grands centres urbains de l'Ouest canadien en tant que points de connexion à l'économie mondiale était un thème prépondérant des consultations provinciales. Il se greffait à l'inquiétude généralisée que les villes de l'Ouest canadien pourraient ne pas avoir les ressources et les capacités d'organisation nécessaires pour faire face à la concurrence de villes américaines ou étrangères. Bien que l'infrastructure des métropoles de l'Ouest canadien et l'absence de congestion semblent présenter un avantage temporaire, cet avantage est néanmoins précaire à la lumière des grands investissements dans l'infrastructure urbaine au sud de la frontière. Partout dans l'Ouest, on a constaté une fierté teintée d'inquiétude chez les participants aux consultations qui ont placé les centres urbains régionaux sur un pied d'égalité avec les autres métropoles à l'étranger.

Régions urbaines de l'Ouest canadien
(Répartition du % des Canadiens de l'Ouest vivant en région urbaine)



Source : Statistique Canada (recensement de 1996)

Tout en reconnaissant le rôle de plus en plus important des grands centres métropolitains, les politiques ne doivent pas pour autant écarter les villes de moindre envergure qu'on trouve dans l'Ouest canadien. Ces villes sont souvent d'importants centres de croissance qui fournissent des liens d'infrastructure vitaux pour l'économie axée de ressources. Parallèlement, il faut reconnaître le rôle singulièrement important des grands centres métropolitains dans l'économie mondiale émergente.

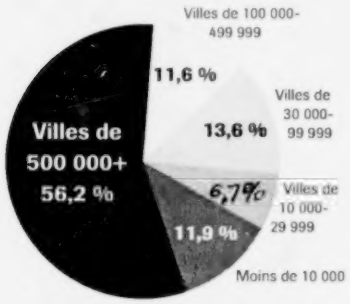
Il importe d'ajouter que tous les gouvernements ont un rôle à jouer en vue d'assurer que les villes de l'Ouest canadien sont en mesure de relever les défis qui les attendent. Les gouvernements municipaux ne sont pas seuls; les responsabilités juridictionnelles des gouvernements fédéral et provinciaux sont également importantes. Ainsi, en préconisant une forte orientation sur la santé, la vitalité et la compétitivité des grandes villes, on ne préconise pas pour autant une orientation exclusive sur les pouvoirs et responsabilités des administrations municipales. Au contraire, on préconise des stratégies urbaines efficaces de la part de tous les gouvernements qui ont un intérêt dans la prospérité régionale.

Tout au long des consultations provinciales, on a souligné à maintes reprises l'importance croissante des universités pour la prospérité économique et le profil mondial des villes. Dans le contexte de la nouvelle économie, les universités

Il est généralement reconnu que les grands centres urbains sont les principaux moteurs de la nouvelle économie. Les grandes métropoles sont le point d'accès à l'économie mondiale, les principales destinations des immigrants, l'emplacement des universités vouées à la recherche, le carrefour des organismes sans but lucratif et le point de convergence des communautés artistiques et culturelles, qui jouent un rôle de plus en plus important pour le recrutement et la conservation de travailleurs et d'entreprises hautement mobiles. À bien des égards, l'évolution de la nouvelle économie du savoir suit le rythme de l'évolution des centres métropolitains et de la concurrence accrue entre eux.

L'importance des grands centres urbains de l'Ouest canadien en tant que points de connexion à l'économie mondiale était un thème prépondérant des consultations provinciales. Il se greffait à l'inquiétude généralisée que les villes de l'Ouest canadien pourraient ne pas avoir les ressources et les capacités d'organisation nécessaires pour faire face à la concurrence de villes américaines ou étrangères. Bien que l'infrastructure des métropoles de l'Ouest canadien et l'absence de congestion semblent présenter un avantage temporaire, cet avantage est néanmoins précaire à la lumière des grands investissements dans l'infrastructure urbaine au sud de la frontière. Partout dans l'Ouest, on a constaté une fierté teintée d'inquiétude chez les participants aux consultations qui ont placé les centres urbains régionaux sur un pied d'égalité avec les autres métropoles à l'étranger.

Régions urbaines de l'Ouest canadien
(Répartition du % des Canadiens de l'Ouest vivant en région urbaine)



Source : Statistique Canada (recensement de 1996)

Tout en reconnaissant le rôle de plus en plus important des grands centres métropolitains, les politiques ne doivent pas pour autant écarter les villes de moindre envergure qu'on trouve dans l'Ouest canadien. Ces villes sont souvent d'importants centres de croissance qui fournissent des liens d'infrastructure vitaux pour l'économie axée de ressources. Parallèlement, il faut reconnaître le rôle singulièrement important des grands centres métropolitains dans l'économie mondiale émergente.

Il importe d'ajouter que tous les gouvernements ont un rôle à jouer en vue d'assurer que les villes de l'Ouest canadien sont en mesure de relever les défis qui les attendent. Les gouvernements municipaux ne sont pas seuls; les responsabilités juridictionnelles des gouvernements fédéral et provinciaux sont également importantes. Ainsi, en préconisant une forte orientation sur la santé, la vitalité et la compétitivité des grandes villes, on ne préconise pas pour autant une orientation exclusive sur les pouvoirs et responsabilités des administrations municipales. Au contraire, on préconise des stratégies urbaines efficaces de la part de tous les gouvernements qui ont un intérêt dans la prospérité régionale.

Tout au long des consultations provinciales, on a souligné à maintes reprises l'importance croissante des universités pour la prospérité économique et le profil mondial des villes. Dans le contexte de la nouvelle économie, les universités

permettent d'attirer des personnes et des entreprises hautement mobiles. Leur importance se fait sentir au-delà de leur rôle éducatif; les universités sont perçues comme des atouts indispensables pour les stratégies de développement économique et de conservation.

En bref, les grandes régions métropolitaines sont les points d'accès de l'Ouest à l'économie mondiale, et leur importance s'accroîtra avec le temps. Dans la nouvelle économie, elles sont devenues les principaux moteurs de la croissance économique et de la prospérité. Par conséquent, la qualité de vie dans les régions métropolitaines, l'état de leur infrastructure, les connexions de leurs voies de transport au monde extérieur et leur capacité de relever les défis sociaux et environnementaux sont autant de facteurs déterminants de la prospérité régionale.

La notion de porte ou point d'accès a souvent été utilisée pour décrire les villes de l'Ouest canadien : Winnipeg comme point d'accès à l'Ouest à la fin du siècle dernier, Edmonton comme point d'accès aux régions du Nord, et Vancouver comme porte d'accès aux pays du Pacifique. Les villes qui jouent le rôle de porte d'accès ont une importance régionale et nationale qui dépasse le cadre provincial.

L'importance stratégique des régions urbaines de l'Ouest pour la prospérité régionale soulève certaines questions de politique :

- Les gouvernements municipaux peuvent-ils répondre à leurs besoins croissants d'infrastructure sans l'infusion de capitaux supplémentaires des gouvernements fédéral et provinciaux? Ces fonds doivent-ils atteindre le niveau des investissements américains?

- Comment les Canadiens de l'Ouest peuvent-ils répondre aux besoins des grandes agglomérations urbaines sans accentuer l'écart entre les régions urbaines et rurales de l'Ouest? Comment les gouvernements peuvent-ils répondre aux besoins d'infrastructure urbaine et aux besoins d'une infrastructure rurale éprouvée?

- Les grandes villes de l'Ouest canadien disposent-elles d'instruments fiscaux appropriés et de modèles de partenariat avec le secteur privé adaptés à leur nouveau rôle au sein de l'économie mondiale?

- Quels sont les modèles de collaboration municipale-provinciale-fédérale les mieux appropriés pour relever les défis urbains?

L'OUEST DOIT TROUVER DE NOUVEAUX MOYENS DE FAVORISER LA **COORDINATION RÉGIONALE**

Les Canadiens de l'Ouest n'ont pas la capacité institutionnelle de planifier régionalement, et le manque de représentation limite la capacité du gouvernement fédéral de relever les défis régionaux. Par conséquent, la coopération et la coordination sont essentielles, car il faudra développer considérablement les institutions pour favoriser la prospérité régionale.

Les participants aux consultations provinciales ont reconnu le besoin de créativité dans le leadership politique. Ils ont manifesté un appui sans équivoque du rôle important de la politique gouvernementale dans la promotion de la prospérité régionale, et peu de participants étaient d'avis que les forces du marché à elles seules peuvent servir adéquatement les besoins régionaux. Cette constatation soulève cependant certaines inquiétudes quant à la capacité institutionnelle des gouvernements canadiens de relever les défis et de mobiliser les synergies à l'échelle régionale.

" Le Canada est à un tel point diversifié qu'il est impossible d'avoir une politique économique pouvant répondre aux besoins de toutes les régions; il est nettement préférable d'adopter une approche régionale. "

– L'hon. Gary Filmon à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

Par le passé, les arguments en faveur du développement des institutions (ou de leur modernisation) étaient ciblés sur plusieurs fronts, allant du besoin d'une meilleure représentation régionale au déficit démocratique inhérent des organismes législatifs non élus. Les Canadiens de l'Ouest ont toujours manifesté un vif intérêt à améliorer la qualité de la gestion publique au Canada. Le débat a toutefois porté principalement sur les institutions parlementaires nationales. Bien que cet intérêt devrait être maintenu, et le sera, il existe également un besoin complémentaire, sans cesse croissant, d'examiner le développement institutionnel à l'intérieur de la région de l'Ouest.

Au-delà de l'Ouest : politiques et institutions fédérales

L'attention relativement limitée accordée aux politiques et programmes fédéraux par les participants aux consultations provinciales pourrait refléter une saine autonomie. Il n'y a eu presque aucune mention de ce qu'Ottawa devrait faire pour venir en aide à la région. Cette perspective pourrait aussi traduire une baisse de la capacité du fédéral, sur le plan de la politique, découlant des effets cumulés du libre-échange, de la privatisation et des contraintes budgétaires. Plusieurs secteurs pour lesquels les politiques fédérales revêtaient par le passé une importance critique pour la prospérité régionale sont désormais soumis aux lois du marché et à des accords internationaux.

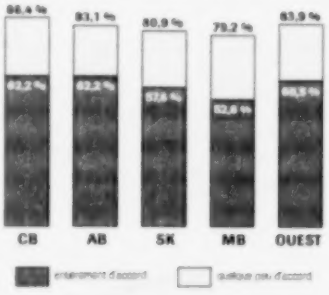
Néanmoins, le fait de négliger le rôle du gouvernement fédéral n'est pas une juste réflexion de la réalité, car les politiques et programmes fédéraux continueront d'influer sur la prospérité régionale. Le fait d'affirmer que le gouvernement fédéral est moins important ne signifie pas pour autant qu'il n'est pas important. L'incidence éventuelle du gouvernement fédéral découle non seulement de la façon dont ce dernier aborde les

questions régionales, mais aussi des grandes politiques nationales qui peuvent avoir des répercussions à l'échelle régionale. Les impôts et taxes sont un exemple évident de l'incidence des politiques fédérales sur la capacité des collectivités régionales d'attirer et de conserver des capitaux et des ressources humaines. Les investissements fédéraux dans la recherche et l'enseignement postsecondaire peuvent eux aussi avoir des incidences appréciables sur la prospérite régionale. En bref, les Canadiens de l'Ouest font fi du gouvernement fédéral et de ses politiques à leurs risques et périls.

Toutefois, si le gouvernement fédéral doit intervenir dans les dossiers régionaux qui transcendent les frontières provinciales, nous sommes confrontés au dilemme voulant que les Canadiens de l'Ouest fassent peu confiance à l'impartialité et à la sensibilité régionale des institutions nationales ou à la prise de décisions à l'échelle nationale. Par conséquent, on constate une réticence compréhensible à faire appel aux programmes fédéraux pour répondre aux besoins en matière de politique régionale. L'intervention par le gouvernement fédéral n'est bien inspirée que si les habitants de la région croient en leur capacité d'adapter ces programmes en fonction des priorités et des intérêts régionaux. Dans la mesure où les habitants de la région ne sont pas convaincus de l'impartialité des décisions prises par le gouvernement fédéral ou de leur propre capacité d'influer sur la politique nationale, le gouvernement fédéral ne sera pas un instrument efficace permettant d'assouvir les inquiétudes régionales au chapitre de la politique.

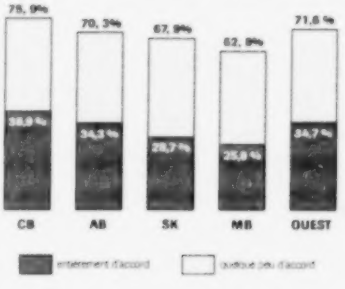
Il ne faut pas s'étonner que les Canadiens de l'Ouest appuient fortement la réforme des institutions politiques nationales et il est important que les aspirations à ce titre ne soient pas abandonnées. Parallèlement, la réforme des institutions nationales est – par définition – une question nationale qui ne peut et ne devrait pas être examinée par les Canadiens de l'Ouest exclusivement. Par conséquent, il importe que l'intérêt régional pour le développement institutionnel ne soit pas axé exclusivement sur la scène nationale. Un grand nombre de questions de politique régionales avec lesquelles les Canadiens de l'Ouest doivent composer ne sont pas du ressort du gouvernement fédéral. D'autres questions ne peuvent être examinées que dans un contexte régional regroupant les gouvernements provinciaux. C'est pourquoi il est impératif que les Canadiens de l'Ouest étudient la création d'institutions régionales conçues pour répondre à leurs besoins en matière de politiques.

Le Sénat devrait être composé de représentants égaux et élus



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

Le système électoral devrait être fondé sur la représentation proportionnelle



Source : sondage *Looking West* de Canada West Foundation (2001)

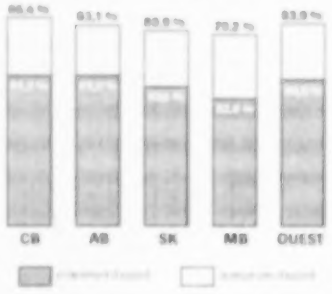
Au sein de l'Ouest : politiques et institutions régionales

Les participants aux consultations provinciales ont reconnu que plusieurs questions de politique transcendent les frontières provinciales. À l'heure actuelle, on trouve au mieux une infrastructure institutionnelle embryonnaire pour étudier les questions de politique régionale. (Citons, à titre d'exemple, la commission des eaux des provinces des Prairies et le conseil des présidents des universités de l'Ouest canadien). La région n'a pas de cohérence institutionnelle et, par conséquent, elle ne dispose d'aucune solution de

questions régionales, mais aussi des grandes politiques nationales qui peuvent avoir des répercussions à l'échelle régionale. Les impôts et taxes sont un exemple évident de l'incidence des politiques fédérales sur la capacité des collectivités régionales d'attirer et de conserver des capitaux et des ressources humaines. Les investissements fédéraux dans la recherche et l'enseignement postsecondaire peuvent eux aussi avoir des incidences appréciables sur la prospérité régionale. En bref, les Canadiens de l'Ouest font fi du gouvernement fédéral et de ses politiques à leurs risques et périls.

Toutefois, si le gouvernement fédéral doit intervenir dans les dossiers régionaux qui transcendent les frontières provinciales, nous sommes confrontés au dilemme voulant que les Canadiens de l'Ouest fassent peu confiance à l'impartialité et à la sensibilité régionale des institutions nationales ou à la prise de décisions à l'échelle nationale. Par conséquent, on constate une réticence compréhensible à faire appel aux programmes fédéraux pour répondre aux besoins en matière de politique régionale. L'intervention par le gouvernement fédéral n'est bien inspirée que si les habitants de la région croient en leur capacité d'adapter ces programmes en fonction des priorités et des intérêts régionaux. Dans la mesure où les habitants de la région ne sont pas convaincus de l'impartialité des décisions prises par le gouvernement fédéral ou de leur propre capacité d'influer sur la politique nationale, le gouvernement fédéral ne sera pas un instrument efficace permettant d'assouvir les inquiétudes régionales au chapitre de la politique.

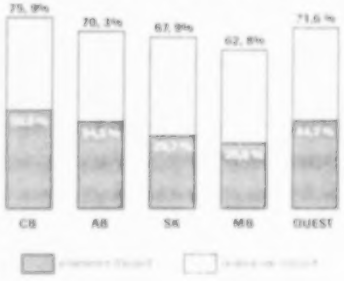
Le Sénat devrait être composé de représentants égaux et élus



Source : sondage Ekos/Angus Reid de Canada West Foundation (2001)

Il ne faut pas s'étonner que les Canadiens de l'Ouest appuient fortement la réforme des institutions politiques nationales et il est important que les aspirations à ce titre ne soient pas abandonnées. Parallèlement, la réforme des institutions nationales est – par définition – une question nationale qui ne peut et ne devrait pas être examinée par les Canadiens de l'Ouest exclusivement. Par conséquent, il importe que l'intérêt régional pour le développement institutionnel ne soit pas axé exclusivement sur la scène nationale. Un grand nombre de questions de politique régionales avec lesquelles les Canadiens de l'Ouest doivent composer ne sont pas du ressort du gouvernement fédéral. D'autres questions ne peuvent être examinées que dans un contexte régional regroupant les gouvernements provinciaux. C'est pourquoi il est impératif que les Canadiens de l'Ouest étudient la création d'institutions régionales conçues pour répondre à leurs besoins en matière de politiques.

Le système électoral devrait être fondé sur la représentation proportionnelle



Source : sondage Ekos/Angus Reid de Canada West Foundation (2001)

Au sein de l'Ouest : politiques et institutions régionales

Les participants aux consultations provinciales ont reconnu que plusieurs questions de politique transcendent les frontières provinciales. À l'heure actuelle, on trouve au mieux une infrastructure institutionnelle embryonnaire pour étudier les questions de politique régionale. (Citons, à titre d'exemple, la commission des eaux des provinces des Prairies et le conseil des présidents des universités de l'Ouest canadien). La région n'a pas de cohérence institutionnelle et, par conséquent, elle ne dispose d'aucune solution de

rechange fonctionnelle aux programmes et organismes fédéraux pour étudier les questions trans-provinciales. Il n'existe aucune tribune intergouvernementale publique ou visible, outre la conférence annuelle des premiers ministres de l'Ouest, permettant d'étudier les retombées des changements provinciaux en matière de politique fiscale et d'assistance sociale, par exemple. Bref, il existe une déficience institutionnelle pour ce qui est de la coopération régionale ou des enjeux de politique régionale.

Cette déficience peut avoir diverses incidences négatives. En Saskatchewan, les participants aux consultations ont fait ressortir le besoin de spécialisation au sein du système d'enseignement postsecondaire, en insistant sur le fait qu'il n'est pas réaliste de présumer que les universités peuvent atteindre un niveau d'excellence nationale, voire mondiale, dans plusieurs domaines. La spécialisation est beaucoup plus facile dans un contexte régional et un bassin de population de plus de neuf millions de personnes que dans un contexte provincial et un bassin de population beaucoup moins important. Toutefois, il est difficile de parvenir à une spécialisation sans disposer de mécanismes de financement qui transcendent les frontières provinciales, et sans ententes interprovinciales facilitant la mobilité des étudiants.

" La formulation de stratégies économiques régionales pourrait contribuer à régler le problème de la disparité économique régionale. "

– Preston Manning à la Table-ronde des artisans de l'Ouest de demain

Il ne faut pas penser pour autant que le développement institutionnel sera facile. Il faut entrevoir la création de mécanismes politiques régionaux pour l'Ouest canadien avec circonspection, et on peut s'attendre à ce qu'ils soient initialement informels et ponctuels. Il faut éviter de supprimer les incidences bénéfiques de la concurrence interprovinciale. Cependant, compte tenu de la passivité à ce titre jumelée à la résistance des institutions parlementaires à la réforme, il n'est pas possible de réagir efficacement aux besoins de politique régionale. Dans l'Ouest, les tribunes régionales nécessaires à un leadership politique créatif demeureront inexistantes.

Pour résumer, les discussions au sujet de la substance des politiques ne peuvent faire fi de la façon dont les politiques sont formulées. Elles ne peuvent écarter le contexte institutionnel qui rassemble les gens et permet d'établir des valeurs, des attentes et des intérêts partagés. À cet égard, les Canadiens de l'Ouest n'ont pas la capacité institutionnelle de penser régionalement et d'entretenir un dialogue trans-provincial. Parallèlement, les lacunes au niveau de la représentation limitent la capacité du gouvernement fédéral de relever les défis régionaux. Une coopération et coordination accrues sont essentielles à la prospérité régionale, mais elles ne peuvent être favorisées sans le développement des institutions requises.

Le besoin de développer des institutions soulève de nombreuses questions complexes :

- Quels sont les relations ou les partenariats institutionnels requis entre les quatre gouvernements des provinces de l'Ouest? La conférence des premiers ministres de l'Ouest devrait-elle faire porter davantage sur les questions institutionnelles? Faudrait-il établir un secrétariat permanent? Existe-t-il un besoin de nouveaux conseils et organismes régionaux, comme une agence de transport de l'Ouest ou un barreau régional?

- Des relations ou partenariats institutionnels sont-ils requis entre les gouvernements de l'Ouest (municipaux, provinciaux et fédéral)? Et avec les gouvernements et collectivités autochtones?

- Faut-il solidifier la capacité du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux politiques régionales?

" Il nous faut retrouver un fédéralisme et un partenariat de concertation pour réagir efficacement aux enjeux tels que la pénurie de compétences au sein de l'économie régionale et les soins de santé à une population vieillissante. "

– L'hon. Michael Harcourt
à la Table-ronde des artisans de
l'Ouest de demain

BÂTIR L'OUEST DE DEMAIN : **REGARD SUR L'AVENIR**

Pour bâtir l'Ouest de demain, il faut bâtir des provinces solides au sein d'un Canada solide. Cependant, des politiques orientées exclusivement sur le contexte provincial et fédéral ne sont pas un gage de prospérité régionale. Il existe d'importants facteurs à considérer dans un contexte régional. Le rapport a cerné cinq priorités dont il faut tenir compte à l'échelle régionale :

- l'Ouest doit créer les outils pour attirer, conserver et accroître le capital humain;
- l'Ouest doit poursuivre sa diversification économique;
- l'Ouest doit renforcer son infrastructure de transport;
- l'Ouest doit promouvoir le caractère concurrentiel de ses grandes villes à l'échelle mondiale; et
- l'Ouest doit trouver de nouveaux moyens de favoriser la coordination régionale.

Les participants aux consultations en Saskatchewan ont insisté sur le besoin d'une coopération régionale accrue. Ils estiment " que le moment est propice à l'établissement de partenariats dans la région" et " qu'il faut établir un cadre favorisant une coopération régionale. "

Ensemble, ces cinq priorités fournissent un cadre de prospérité régionale et assurent à l'Ouest une place solide au sein d'un Canada solide.

La prochaine étape consiste à se pencher sur les questions soulevées dans le présent rapport. Comme le mentionnait l'introduction, la Canada West Foundation étudiera ces questions au cours des trois prochaines années. Les résultats de recherche préliminaires seront communiqués en 2002. Nous avons l'intention de soumettre les résultats de nos recherche au début public dans les meilleurs délais. L'économie mondiale n'attend aucune région ni aucun pays, et il faut sans tarder établir les assises de la prospérité régionale. *Canada West* vous invite à contribuer à bâtir l'Ouest de demain. ■

Lien *entre la politique et les gens*

Depuis 1971, Canada West Foundation partage avec les citoyens et les artisans de la politique les résultats de ses travaux de recherche sur une vaste gamme de dossiers d'importance critique pour les Canadiens de l'Ouest. Le maintien de nos programmes dépend de l'appui de particuliers, sociétés et fondations subventionnaires. Nous encourageons toutes les personnes qui croient en notre mission de devenir **amis de Canada West** et d'assurer par le fait même que nos projets continuent d'avoir une grande portée.

Canada West Foundation offre également des **abonnements** annuels au prix de 200 $. Les étudiants peuvent s'abonner au tarif réduit de 35 $ (document d'identification requis). Les personnes du troisième âge (65 ans et plus) peuvent s'abonner au prix réduit de 50 $. Les abonnés recevront le bulletin de CWF (publié en anglais), toutes les publications régulières de CWF, des résumés de tous les rapports spéciaux et un rabais de 20 % sur le prix des rapports spéciaux.

Pour devenir ami de Canada West ou pour s'abonner, prière de communiquer avec Canada West Foundation au téléphone (403.264.9535) ou par courriel (cwf@cwf.ca).

Canada West Foundation est un organisme de charité canadien enregistré (no 11882 8698 RR 0001).

Conseil de Canada West

James K. Gray, *Alberta (président)*
Leonard Asper, *Manitoba*
Jill Bodkin, *Colombie-Britannique*
Alice Brown, *Alberta*
James Carr, *Manitoba*
Bill Deyell, *Colombie-Britannique (directeur émérite)*
Jim Edwards, *Alberta*
David Elton, *Alberta (vice-président)*
David Farlinger, *Manitoba*
Brian Felesky, *Alberta*
Jim Hume, *Alberta*
J.W. George Ivany, *Colombie-Britannique*
Roslyn Kunin, *Colombie-Britannique*
Roy Lloyd, *Saskatchewan*
Raymond McKay, *Saskatchewan*
Neil McMillan, *Saskatchewan*
Peter Meekison, *Colombie-Britannique*
Robert Pierce, *Alberta (directeur émérite)*
R.H. (Dick) Pinder, *Alberta*
Theodore Renner, *British Columbia*
James Richardson, *Manitoba ((directeur émérite)*
Edward Schreyer, *Manitoba (directeur émérite)*
Tony Stewart, *Colombie-Britannique*
Anne Tingle, *Alberta*
Allan Warrack, *Alberta*

Publications dans le cadre du projet *Bâtir l'Ouest de demain* 2001

State of the West: Western Canadian Demographic and Economic Trends

Préparé par Robert Roach, analyste principal de la politique de CWF et Loleen Berdahl, D. Ph., directrice de la recherche de CWF, le rapport *State of the West* fournit une analyse détaillée des tendances démographiques et économiques dans l'Ouest canadien, des comparaisons avec les tendances nationales, et les variations entre les provinces de l'Ouest. On peut en obtenir un exemplaire auprès de Canada West Foundation au prix de 30 $.

Looking West: A Survey of Western Canadians

Préparé par Loleen Berdahl, D. Ph., directrice de la recherche de CWF, le sondage *Looking West* présente les résultats d'une enquête réalisée en 2001 auprès de 3 256 répondants dans l'Ouest canadien. On peut en obtenir un exemplaire auprès de Canada West Foundation au prix de 5 $ ou le télédécharger gratuitement en consultant notre site Web (www.cwf.ca).

On peut obtenir des exemplaires supplémentaires du rapport Bâtir l'Ouest de demain : un plan pour la prospérité économique régionale *auprès de Canada West Foundation au prix de 5 $ chacun, ou télédécharger gratuitement le rapport en consultant notre site Web (www.cwf.ca).*

C.P. 6572, succursale D
Calgary (Alberta) Canada T2P 2E4
Telephone : 403.264.9535
www.cwf.ca